

Infos financières

Juin 2014



Evolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 31 mars 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon les perspectives de l'économie mondiale publiées par le Fonds Monétaire international en avril 2014, la croissance mondiale s'est accélérée au deuxième semestre 2013 pour atteindre 3,6 %, soit une hausse marquée par rapport aux 2,6 % enregistrés lors du semestre précédent. Cette accélération provient, pour majeure partie, des pays avancés, tandis que la croissance des pays émergents n'a progressé que modestement. Toujours selon le FMI, l'économie mondiale devrait s'affermir pour atteindre 3,6 % sur l'ensemble de l'année 2014 (après 3 % en 2013, +3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance est en hausse au premier trimestre 2014, avec un PIB qui augmente de 0,2 %. Après une progression de 0,2 % au quatrième trimestre 2013, le PIB français est stable (+0,0 %) au premier trimestre 2014. Cette stabilité s'explique principalement par la légère augmentation de la production (la production totale de biens et services croît de 0,2 %) alors que la consommation se replie (les dépenses de consommation des ménages reculent de 0,5 %) et que le solde extérieur contribue négativement à l'évolution du PIB (-0,2 point).

Lors de sa réunion du 5 juin 2014, le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de 10 points de base à 0,15 %, le taux de la facilité de prêt marginal de 35 points de base à 0,40 % et le taux de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,10 % (soit un taux négatif). Ces baisses de taux sont accompagnées d'un ensemble d'autres mesures visant à soutenir l'économie réelle et à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Lors de sa conférence de presse, M. Draghi a indiqué que : « Prises dans leur ensemble, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. (...) S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. (...) De plus, si nécessaire, la politique monétaire pourra de nouveau être rapidement assouplie. Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de faire face à des risques supplémentaires d'une période trop prolongée de faible inflation.»

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

En Nouvelle-Calédonie, certains indicateurs macroéconomiques témoignent d'une timide amélioration de l'environnement économique. Toutefois le calendrier des consultations électorales avec des enjeux lourds a pesé sur le dynamisme de l'investissement des entreprises et la consommation des ménages qui peinent à repartir.

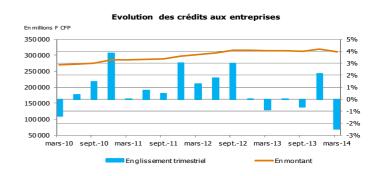
Repli de l'activité de financement

La conjoncture monétaire et financière du premier trimestre 2014 est ainsi marquée par une diminution de l'encours brut des crédits octroyés par les établissements locaux : -1,7 %, après +0,9 % au trimestre précédent. L'encours de crédits s'affiche également en baisse sur un an (-0,6 %), pour la première fois depuis plus d'une décennie.

Diminution marquée des crédits aux entreprises

L'encours des **crédits aux entreprises** diminue nettement sur le trimestre (-2,5 %, après +2,2 % le trimestre précédent). Les crédits d'investissement décélèrent (+0,3 %, après +1,8 %). Parallèlement, l'encours des crédits d'exploitation s'infléchit sensiblement (-9,5 %), en raison du repli des comptes ordinaires débiteurs (-15,0 %, après +9,1 % le trimestre précédent).

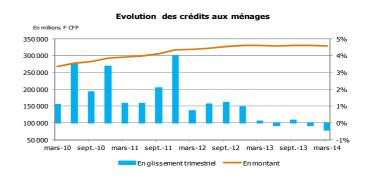
L'encours global s'établit à 310,2 milliards de F CFP, en baisse de 1,0 % sur un an (contre +3,9 % en 2013). Cette contraction contraste avec la stabilité observée en métropole (+0,1 %).



Confirmation du fléchissement du financement des ménages

Au premier trimestre 2014, l'encours sain des **crédits aux ménages** marque le pas (-0,4 %). Il diminue ainsi de 0,6 % sur un an (après +3,4 % en 2013), à l'inverse de la progression observée en métropole (+2,8 %).

L'encours des **crédits à l'habitat** affiche de nouveau une croissance atone ce trimestre (+0,0 %), en raison du ralentissement du marché immobilier. L'encours se maintient à 260 milliards de F CFP, représentant 79,3 % de l'ensemble des crédits accordés aux ménages calédoniens.



L'encours des **crédits à la consommation** accélère son repli au premier trimestre (-2,2 %), compte tenu de la baisse des crédits de trésorerie (-3,6 %), alors que les comptes ordinaires débiteurs progressent sensiblement (+6,4 %). Sur un an, l'encours du crédit à la consommation régresse légèrement (-1,4 %, après +2,6 % en 2013).

Nouvelle progression des crédits aux collectivités locales

L'encours des **crédits aux collectivités locales** progresse fortement ce trimestre (+6,8 %, après +10,8 % le trimestre précédent), en raison notamment de l'augmentation des crédits d'investissement (+15,9 %).

L'encours des crédits consentis aux collectivités locales atteint ainsi 12,3 milliards de F CFP, en hausse de 19,2 % sur un an.

Une sinistralité contenue

L'encours des **créances douteuses brutes** diminue de 0,2 % au premier trimestre (+6,9 % sur un an), pour s'établir à 20,5 milliards de F CFP. Le taux de créances douteuses stagne sur le trimestre à 3 % (+0,2 point sur un an).

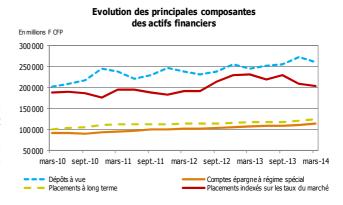
Le **taux de provisionnement** demeure quasiment stable (+0,1 point) à 60,9 %, mais se réduit de 2 points sur un an.



Contraction des actifs financiers

L'encours des **dépôts collectés par le système bancaire local** accentue son érosion au premier trimestre (-13,4 milliards de F CFP, soit -2,4 %, après -0,1 % au trimestre précédent). L'encours total s'établit ainsi à 556 milliards de F CFP au 31 mars 2014.

La croissance des **comptes d'épargne à régime spécial sur le trimestre** (+3,5 milliards de F CFP, soit +3,8 %) ne compense pas le reflux des **dépôts à vue** (-11,9 milliards de F CFP, soit -4,3 %), et des **placements indexés sur les taux du marché** (-5 milliards de F CFP, soit -2,5 %, après -9,2 % le trimestre précédent), lié au repli des dépôts à terme (-7 milliards de F CFP sur le trimestre, soit -3,5 %).

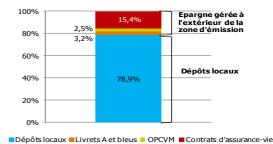


Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire local collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables pour son activité de financement et gérés hors de la zone d'émission.

A l'inverse des dépôts locaux, ces avoirs continuent leur progression au premier trimestre (+1,7 % après +2,5 % le trimestre précédent). En particulier, l'encours des livrets A et bleu affiche une hausse modérée (+1,3 % sur le trimestre, +7,5 % sur un an), et ce malgré l'abaissement de 50 points de base de son taux de rémunération (1,25 %, depuis le 1^{er} août 2013).

Répartition des dépôts



L'encours des contrats d'assurance-vie (108 milliards de F CFP), qui constitue le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, continue d'augmenter ce trimestre (+1,4 %, +4,6 % en glissement annuel).

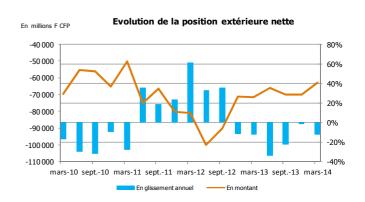
Au final, l'ensemble des actifs détenus par les agents économiques enregistre une diminution (-1,5 %, après +0,4 %). La collecte auprès des ménages infléchit sa croissance (+0,9 %, après +2,7 %), tandis qu'elle se replie sensiblement pour les entreprises (-4,7 %). Sur un an, la croissance des actifs financiers détenus par les Néo-calédoniens décélère nettement (+0,3 %, contre +8,6 % un an auparavant) pour s'établir à 704,2 milliards de F CFP.

Le solde emplois-ressources des établissements de crédit locaux se détériore

Amélioration de la position extérieure nette

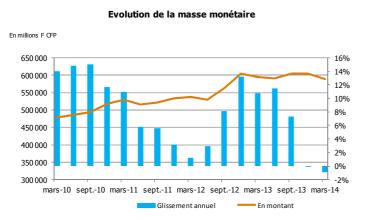
Au premier trimestre, le système bancaire local affiche une légère détérioration de son solde emplois-ressources clientèle de 0,9 milliard de F CFP (soit +0,6 %), sous l'effet conjugué de la diminution plus marquée de la collecte de dépôts (-2,2 %) que de l'encours de crédits (-1,7 %).

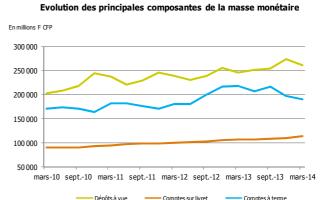
A l'inverse, le solde de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, diminue nettement de 6,9 milliards de F CFP (-9,9 % sur le trimestre), pour s'établir à -63 milliards de F CFP au 31 mars 2014. De même, il s'améliore sensiblement de 11,7 % en glissement annuel.



Décélération de la masse monétaire sur le trimestre

La masse monétaire M3 continue son repli sur le premier trimestre 2014, à un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent (-2,4 % contre -0,1 %). Cette évolution s'explique principalement par la diminution des dépôts à vue (-4,3 %, après +7,3 %) et des dépôts à terme (-3,5 %, après -8,6 %), qui n'est pas compensée par la hausse des comptes sur livrets (+3,4 %). Sur un an, l'agrégat M3 régresse légèrement (-0,9 %).



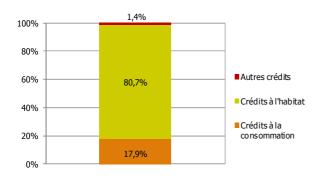


ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

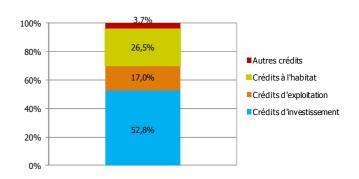
Parallèlement aux opérations auprès du système bancaire local, les agents économiques ont recours à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

Au 31 mars 2014, l'encours des crédits bruts octroyés aux agents économiques néo-calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient installés dans ou hors de la zone d'émission) s'établit à 975 milliards de F CFP, en baisse de 0,7 % sur le trimestre, alors qu'il progresse encore de 1,7 % sur un an. L'encours des crédits aux entreprises poursuit son reflux au premier trimestre (-1,6 %), ainsi qu'en glissement annuel (-1,9 %). Les crédits aux ménages sont quasi stables au premier trimestre (-0,1 %), mais leur rythme de croissance se tasse en glissement annuel (+1,1 %, contre +3,1 % un an auparavant). L'encours des collectivités locales continue sa progression ce trimestre (+5,5 %, +21,2 % sur un an), pour se situer à 78,1 milliards à fin mars 2014. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 29,9 % du total des engagements. Elle est de 19,8 % sur la clientèle des ménages et de 30,4 % sur les entreprises. Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 84,3 % de leurs crédits.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
- les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
- les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale. L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

		Variat	tions							
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept13	déc13	mars-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	13 024	13 733	15 070	16 468	16 245	16 319	16 069	15 011	-6,6%	-8,8%
Billets	11 483	12 129	13 365	<i>14 658</i>	14 425	14 475	14 182	<i>13 097</i>	-7,7%	-10,6%
Pièces	1 541	1 604	1 705	1 810	1 820	1 844	1 887	1 914	1,4%	5,7%
Dépôts à vue	202 357	238 141	238 603	245 619	251 986	254 908	273 632	261 739	-4,3%	6,6%
TOTAL M1	215 381	251 874	253 673	262 087	268 231	271 227	289 701	276 750	-4,5%	5,6%
M2-M1	91 254	95 350	101 317	107 047	108 329	109 413	111 050	114 789	3,4%	7,2%
Comptes sur livrets	90 553	94 677	100 705	106 423	107 724	108 813	110 420	114 219	3,4%	7,3%
Comptes épargne logement	701	673	612	624	605	600	630	570	-9,5%	-8,7%
TOTAL M2	306 635	347 224	354 990	369 134	376 560	380 640	400 751	391 539	-2,3%	6,1%
M3-M2	171 044	182 826	181 854	225 250	214 408	223 376	202 832	197 767	-2,5%	-12,2%
Dépôts à terme	170 875	182 678	180 858	217 668	207 249	216 805	198 128	191 158	-3,5%	-12,2%
Bons de caisse	169	148	41	41	41	39	39	0	-100,0%	-100,0%
TOTAL M3	477 679	530 050	536 844	594 384	590 968	604 016	603 583	589 306	-2,4%	-0,9%
P1	4 135	4 019	3 858	3 556	3 509	3 478	3 527	3 603	2,2%	1,3%
Plans d'épargne logement	4 079	3 951	3 769	3 414	3 315	3 287	3 338	3 419	2,4%	0,1%
Autres compte d'épargne à régime spécial	56	68	89	142	194	191	189	184	-2,6%	29,6%
M3+P1	481 814	534 069	540 702	597 940	594 477	607 494	607 110	592 909	-2,3%	-0,8%

Contreparties de la masse monétaire

•		Variat	tions							
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept13	déc13	mars-14	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	108 398	114 720	102 274	147 830	142 738	144 510	138 699	139 391	0,5%	-5,7%
Institut d'émission	34 760	30 706	35 182	56 933	49 216	54 548	54 361	52 972	-2,6%	-7,0%
Etablissements de crédit	73 638	84 014	67 092	90 897	93 522	89 962	84 338	86 419	2,5%	-4,9%
Créances du Trésor public	16 414	17 233	18 234	20 656	21 662	22 514	22 095	22 841	3,4%	10,6%
Concours sur ressources monétaires	352 867	398 097	416 336	425 898	426 568	436 992	442 789	427 074	-3,5%	0,3%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	570 199	620 199	663 633	687 394	689 644	688 679	695 153	683 569	-1,7%	-0,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	217 332	222 102	247 297	261 496	263 076	251 687	252 364	256 495	1,6%	-1,9%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	<i>50 223</i>	<i>50 260</i>	<i>52 399</i>	<i>57 105</i>	61 174	61 403	61 314	62 024	1,2%	8,6%
Provisions sur créances douteuses	10 614	11 001	11 605	12 029	12 224	12 206	12 455	<i>12 450</i>	0,0%	3,5%
Engagements hors zone d'émission	143 353	134 303	148 125	162 328	159 695	<i>159 787</i>	<i>154 320</i>	149 486	-3,1%	-7,9%
Epargne contractuelle	4 135	4 019	3 857	<i>3 556</i>	3 508	<i>3 477</i>	<i>3 527</i>	<i>3 604</i>	2,2%	1,3%
Divers	9 007	22 519	31 311	<i>26 478</i>	<i>26 475</i>	14 814	20 748	<i>28 931</i>	39,4%	9,3%
Total M3	477 679	530 050	536 844	594 384	590 968	604 016	603 583	589 306	-2,4%	-0,9%
Position extérieure nette	-69 715	-50 289	-81 033	-71 431	-66 173	-69 825	-69 982	-63 067	-9,9%	-11,7%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP									tions
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept13	déc13	mars-14	1 trim	1 an
Emplois	610 890	640 478	686 412	729 298	718 750	734 075	739 541	725 315	-1,9%	-0,5%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	570 199	620 199	663 633	687 394	689 644	688 679	695 153	683 569	-1,7%	-0,6%
Réserves obligatoires et libres	40 691	20 279	22 779	41 904	29 106	45 396	44 388	41 746	-6,0%	-0,4%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	610 890	640 478	686 412	729 298	718 750	734 075	739 541	725 315	-1,9%	-0,5%
Dépôts collectés (- encaisses)	446 798	496 740	500 017	552 171	548 577	560 103	559 364	546 899	-2,2%	-1,0%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	60 838	61 261	64 004	69 134	73 397	73 609	73 770	74 474	1,0%	7,7%
Excédent des opérations diverses des EC	14 865	13 630	21 441	24 221	19 262	19 683	25 310	30 337	19,9%	25,3%
Réescompte	18 674	18 557	19 916	12 341	11 341	10 855	11 114	10 538	-5,2%	-14,6%
Position extérieure nette des EC (si négative)	69 715	50 290	81 034	71 431	66 173	69 825	69 983	63 067	-9,9%	-11,7%
	09 /13	30 230	01 03 1	71 131	00 27 0	05 025			5/5/0	,

Les placements	Montants en millions F CFP									tions
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	182 302,7	222 305,7	208 972,3	232 726,4	218 792,0	229 325,9	227 681,8	216 922,4	-4,7%	-6,8%
Dépôts à vue	93 755,9	117 255,5	116 143,0	119 198,8	117 722,6	121 334,0	132 860,6	126 835,9	-4,5%	6,4%
Placements liquides ou à court terme	87 452,2	103 582,4	91 541,7	110 672,4	98 399,4	106 687,0	93 488,7	88 757,2	-5,1%	-19,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	601,1	581,2	138,4	149,1	163,4	127,4	99,0	111,7	12,9%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	86 851,0	103 001,1	91 403,2	110 523,3	98 236,0	106 559,7	93 389,7	88 645,5	-5,1%	-19,8%
dont comptes à terme	81 433,6	<i>96 278,7</i>	84 663,4	98 071,1	<i>87 498,6</i>	94 374,4	<i>84 033,7</i>	77 101,5	-8,2%	-21,4%
dont OPCVM monétaires	5 417,4	<i>6 722,5</i>	<i>5 785,2</i>	4 911,7	3 619,5	5 652,8	4 691,1	4 935,4	5,2%	0,5%
dont certificats de dépôt	0,0	0,0	954,7	7 540,5	7 117,9	6 532,4	4 664,9	6 608,6	41,7%	n.s
Epargne à long terme	1 094,6	1 467,8	1 287,6	2 855,1		1 304,8	1 332,6	1 329,2	-0,2%	
dont OPCVM non monétaires	1 081,3	1 438,2	1 256,7	2 817,6	2 632,7	1 262,1	1 288,2	1 285,2	-0,2%	-54,4%
Ménages	313 349,2	327 473,0	346 222,8	360 550,7	364 728,2	366 068,6	376 116,7	379 543,9	0,9%	5,3%
Dépôts à vue	78 684,3	91 285,7	99 175,8	100 059,8	102 764,0	103 207,9	109 167,6	106 176,9	-2,7%	6,1%
Placements liquides ou à court terme		126 458,3	134 842,8	145 384,2	146 422,1	146 964,5	147 959,0	152 276,6	2,9%	4,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	85 827,1	90 144,4	97 031,0	102 561,6	103 714,4	105 006,0	106 784,9	110 671,1	3,6%	7,9%
dont livrets ordinaires	69 513,3	<i>73 499,7</i>	78 310,3	81 128,7	81 573,5	82 822,0	<i>84 055,3</i>	87 681,7	4,3%	8,1%
dont livrets A et bleus	<i>15 067,0</i>	<i>15 617,8</i>	<i>17 702,7</i>	20 392,3	21 118,1	21 166,2	21 669,7	21 979,6	1,4%	7,8%
dont livrets jeunes	546,2	353,6	406,1	416,9	417,6	417,9	430,3	439,5	2,1%	5,4%
dont comptes d'épargne logement	700,7	•	611,9	623,7	605,2	600,0	629,6	570,3	-9,4%	-8,6%
Placements indexés sur les taux de marché	50 722,0	36 313,9	37 811,8	42 822,5	42 707,8	41 958,4	41 174,1	41 605,5	1,0%	-2,8%
dont comptes créditeurs à terme	37 916,8	29 775,0	32 981,2	41 666,0	41 909,1	41 084,1	40 244,5	40 733,7	1,2%	-2,2%
dont bons de caisse	168,9	148,0	40,7	40,5	40,5	39,0	39,0		-100,0%	-100,0%
dont OPCVM monétaires	12 636,3	6 390,9	<i>4 789,9</i>	1 116,0	758,2	835,4	890,5	<i>871,7</i>	-2,1%	-21,9%
Epargne à long terme dont plans d'épargne logement	98 115,9 4 075,9	109 728,9 3 948,0	3 768,5	3 413,7	3 314,8	3 286,5	3 337,6	3 418,7	1,8% 2,4%	5,2% <i>0,1%</i>
dont autres comptes d'épargne	56,5	,	88,9	3 413,7 142,0	3 314,8 193,7	190,9	188,6	184,4	-2,4% -2,3%	29,9%
dont portefeuille-titres	4 638,5	•	4 200,6	4 836,3	4 800,1	5 052,6	5 377,5		5,6%	17,4%
dont OPCVM non monétaires	2 863,0	•	2 876,3	3 173,2	3 263,2	3 132,2	3 268,3	3 455,3	5,7%	8,9%
dont contrats d'assurance-vie	86 481,9	98 499,5	101 270,0	103 541,5	103 970,2	104 234,1	106 818,0	108 352,8	1,4%	4,6%
Autres agents	87 090,2	91 672,5	91 486,4	108 775,0	113 925.3	116 716.8	111 282,3	107 734.2	-3,2%	-1,0%
Dépôts à vue	29 916,9	29 600,3	23 283,8	26 360,5	31 499,1	30 366,2	31 604,1	28 726,5	-9,1%	9,0%
Placements liquides ou à court terme	56 396,2	•	67 408,8	82 273,0	82 298,4	85 632, 5	78 352,2	77 360,9	-1,3%	-6,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	4 826,0	4 623,5	4 145,2	4 334,9	4 449,9	4 278,4	4 164,6	4 005,7	-3,8%	-7,6%
Placements indexés sur les taux de marché	51 570,2	56 673,9	63 263,6	77 938,1	77 848,6	81 354,1	74 187,7	73 355,3	-1,1%	-5,9%
dont comptes à terme	51 524,2	56 624,0	63 213,4	77 930,6	77 841,1	81 346,7	73 849,7	73 323,1	-0,7%	-5,9%
Epargne à long terme	777,1	774,8	793,8	141,5	127,7	718,1	1 326,0	1 646,7	24,2%	N.S
Total actifs financiers	582 742,2	641 451,1	646 681,6	702 052,0	697 445,4	712 111,4	715 080,8	704 200,5	-1,5%	0,3%
Dépôts locaux	453 201,0	504 164,1	507 608,7	560 657,3	556 609,5	569 535.6	568 956,8	555 535.0	-2,4%	-0,9%
Dépôts à vue	202 357,1		238 602,6	245 619,1		254 908,2	273 632,4		-4,3%	6,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	79 800,3	83 196,9	87 152,8	89 789,5	90 216,5	91 250,9	92 492,6	96 028,7	3,8%	6,9%
dont livrets ordinaires	74 417,8	78 149,8	82 277,3	85 193,0	<i>85 684,7</i>	86 754,7	87 904,8	91 414,1	4,0%	7,3%
dont livrets jeunes	546,5	354,3	406,2	417,1	418,1	418,8	431,3	440,5	2,1%	5,6%
dont comptes d'épargne logement	700,9	673,2	612,0	623,7	605,2	600,0	629,6	<i>570,3</i>	-9,4%	-8,6%
dont plan d'épargne logement	4 078,6	3 951, 1	<i>3 768,5</i>	3 413,7	3 314,8	3 286,5	3 338,3	3 419,4	2,4%	0,2%
dont autres comptes d'épargne	56,5	68,4	88,9	142,0	193,7	190,9	188,6	184,4	-2,3%	29,9%
Placements indexés sur les taux de marché	171 043,5	182 825,7	181 853,3	225 248,7	214 407,2	223 376,6	202 831,8	197 766,9	-2,5%	-12,2%
dont comptes créditeurs à terme	170 874,6	182 677,7	180 858,0	217 667,7	207 248,8	216 805,1	198 127,9	191 158,4	-3,5%	-12,2%
dont bons de caisse	168,9	148,0	40,7	40,5	40,5	39,0	39,0			-100,0%
dont certificats de dépôt	0,0	0,0	954,7	7 540,5	7 117,9	6 532,4	4 664,9	6 608,6	41,7%	n.s
Placements hors zone d'émission		137 287,1					146 124,0		1,7%	5,1%
dont livrets A et bleus	15 589,0	•		20 811,8		21 638,3	22 082,9		1,3%	7,5%
dont actions	3 726,7		2 823,6	3 488,1	3 478,5	3 819,3	4 121,2	4 489,1	8,9%	28,7%
dont obligations	925,2	1 020,6	1 420,0	1 395,7		1 582,9	1 940,1	1 944,9 5 920 2	0,2%	39,3%
dont OPCVM non ganátaires	18 099,6	13 163,2	10 625,3	6 035,2	4 385,2	6 495,6 4 905 5	5 919,5 5 242 4	5 839,3 5 675 9	-1,4%	-3,2%
dont OPCVM non monétaires	4 718,7	,	4 914,8	6 122,4	6 023,6	4 805,5	5 242,4	5 675,8	8,3%	-7,3%
dont contrats d'assurance-vie	86 481,9	98 499,5	101 270,0	103 541,5	103 970,2	104 234,1	106 818,0	108 352,8	1,4%	4,6%

Les crédits à l'économie

Établissements de crédit locaux

	Montants en millions F CFP									Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an	
Entreprises											
Crédits d'exploitation	65 036,1	75 156,9	80 946,8	83 758,3	84 621,1	79 833,3	83 318,5	75 401,5	-9,5%	-10,0%	
Créances commerciales	3 669,2	3 949,4	5 320,7	4 265,7	4 095, 1	3 516,3	3 541,0	3 555,2	0,4%	-16,7%	
Crédits de trésorerie	36 452,1	41 584,2	40 086,4	43 270,7	41 570,8	43 140,7	43 566,3	41 050,4	-5,8%	-5,1%	
(dt) Entrepreneurs individuels	1 438,5	1 315,0	1 437,0	1 204,9	1 265,8	1 346,4	1 308,2	1 235,9	-5,5%	2,6%	
Comptes ordinaires débiteurs	24 914,8	29 623,3	<i>35 539,7</i>	<i>36 221,9</i>	38 955,3	33 176,3	36 211,2	30 796,0	-15,0%	-15,0%	
Crédits d'investissement	156 396,1	160 802,8	168 065,3	171 783,2	170 937,4	172 336,9	175 382,1	175 944,7	0,3%	2,4%	
Crédits à l'équipement	147 762,5	152 211,4	159 065,2	162 569,0	161 697,5	162 966,1	166 275,6	167 400,5	0,7%	3,0%	
(dt) Entrepreneurs individuels	<i>8 790,3</i>	9 160,1	9 178,9	<i>8 425,3</i>	<i>8 298,5</i>	8 124,0	8 217,2	8 028,2	-2,3%	-4,7%	
Crédit-bail	8 633,6	8 591,4	9 000,1	9 214,1	9 239,9	9 370,8	9 106,5	8 544,2	-6,2%	-7,3%	
Crédits à l'habitat	41 121,7	37 777,0	39 990,2	42 243,4	42 176,4	43 033,4	43 142,7	42 845,8	-0,7%	1,4%	
Autres crédits	7 473,2	11 840,4	12 574,6	15 541,5	15 732,9	16 293,0	16 351,9	16 047,3	-1,9%	3,3%	
Encours sain	270 027,2	285 577,2	301 576,8	313 326,3	313 467,8	311 496,6	318 195,2	310 239,4	-2,5%	<i>-1,0%</i>	
Ménages											
Crédits à la consommation	56 044,1	58 206,4	61 616,3	63 239,9	63 427,9	63 908,4	63 765,8	62 382,1	-2,2%	-1,4%	
Crédits de trésorerie	41 029,3	43 084,6	47 573,6	49 072,1	49 479,2	49 665,5	50 025,0	48 236,6	-3,6%	-1,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	3 284,9	4 103,0	4 075,9	4 322,0	4 071,4	4 360,4	3 895,7	4 145,9	6,4%	-4,1%	
Crédit-bail	11 730,0	11 018,9	9 966,8	9 845,7	9 877,4	9 882,5	9 845,0	9 999,6	1,6%	1,6%	
Crédits à l'habitat	210 165,4	232 439,0	251 576,6	260 750,8	259 963,8	259 896,9	259 989,7	260 051,6	0,0%	-0,3%	
Autres crédits	1 658,3	4 584,7	6 095,4	6 127,0	6 135,5	6 302,8	5 816,8	5 677,6	-2,4%	-7,3%	
Encours sain	267 867,8	295 230,2	319 288,3	330 117,7	329 527,2	330 108,1	329 572,2	328 111,4	-0,4%	-0,6%	
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	4 245,1	4 318,0	3 445,2	2 025,2	1 944,1	2 362,5	1 441,3	1 782,6	23,7%	-12,0%	
Crédits de trésorerie	3 315,7	2 835, 1	1 944,5	839,4	721,8	525,8	429,9	286,3	-33,4%	-65,9%	
Comptes ordinaires débiteurs	929,4	1 482,9	1 500,7	1 185,9	1 222,3	1 836,8	1 011,5	1 496,3	47,9%	26,2%	
Crédits d'investissement	2 998,1	5 056,7	6 796,7	8 254,9	8 139,3	7 987,3	9 030,1	10 469,9	15,9%	26,8%	
Crédits à l'équipement	2 844,2	4 879,4	6 646,4	8 036,9	7 945,9	7 805,4	8 858,4	10 311,0	16,4%	28,3%	
Autres crédits							1 000,2	3,3	n.s	n.s	
Encours sain	7 571,1	9 666,4	10 241,9	10 280,2	10 083,4	10 349,8	11 471,6	12 255,8	6,8%	19,2%	
Autres agents											
Encours sain	9 964,3	13 701,7	14 656,1	14 533,8	16 049,9	16 288,3	15 423,9	12 506,5	-18,9%	-13,9%	
TOTAL											
Encours sain	555 430,4	604 175,5	645 763,1	668 258,0	669 128,3	668 242,9	674 663,0	663 113,0	-1,7%	-0,8%	
Créances douteuses brutes	14 770,3	16 022,8	17 869,9	19 136,2	20 517,1	20 437,5	20 488,7	20 455,7	-0,2%	6,9%	
Créances douteuses nettes	4 155,9	5 021,8	6 264,8	7 106,8	8 293,2	8 231, 1	8 033,5	8 005,5	-0,3%	12,6%	
(dt) Entreprises	2 442,5	2 797,4	3 714,7	4 175,8	5 071,3	4 852,5	4 821,1	4 562,5	-5,4%	9,3%	
(dt) Ménages	1 676,9	1 997,4	2 428,0	2 817,3	<i>3 113,7</i>	3 287,2	3 200,6	3 435,1	7,3%	21,9%	
Provisions	10 614,5	11 001,0	11 605,1	12 029,4	12 223,9	12 206,4	12 455,2	12 450,2	0,0%	3,5%	
Encours brut total	570 200,7	620 198,4	663 633,0	687 394,2	689 645,4	688 680,4	695 151,6	683 568,6	-1,7%	-0,6%	
Taux de créances douteuses	2,6%	2,6%	2,7%	2,8%	3,0%	3,0%	2,9%	3,0%	0,0 pt	0,2 pt	
Taux de provisionnement	71,9%	68,7%	64,9%	62,9%	59,6%	59,7%	60,8%	60,9%	0,1 pt	-2,0 pt	

Ensemble des établissements de crédit

		Montants en millions F CFP								tions
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	65 045,9	76 350,7	81 015,6	84 093,4	84 950,5	80 184,2	83 637,6	75 727,0	-9,5%	-9,9%
Créances commerciales	3 669,2	3 949,4	5 320,7	4 265,7	4 095,1	3 516,3	3 541,0	3 555,2	0,4%	-16,7%
Crédits de trésorerie	36 452,1	42 777,5	40 086,4	43 535,1	41 829,3	43 420,4	43 814,0	41 300,4	-5,7%	-5,1%
(dt) Entrepreneurs individuels	1 438,5	1 315,0	1 437,0	1 204,9	1 265,8	1 346,4	1 308,2	1 235,9	-5,5%	2,6%
Comptes ordinaires débiteurs	24 924,6	29 623,8	35 608,6	36 292,6	39 026,1	33 247,5	36 282,6	30 871,4	-14,9%	-14,9%
Crédits d'investissement	214 957,8	215 916,7	227 076,5	239 880,3	238 234,5	241 765,9	235 172,9	235 265,6	0,0%	-1,9%
Crédits à l'équipement	206 231,3	207 226,7	217 994,6	230 601,1	228 933,3	232 340,2	226 017,2	226 677,5	0,3%	-1,7%
(dt) Entrepreneurs individuels	8 873,7	9 234,6	9 267,6	<i>8 425,3</i>	<i>8 298,5</i>	8 124,0	8 217,2	8 028,2	-2,3%	-4,7%
Crédit-bail	8 726,6	8 690,0	9 081,8	9 279,3	9 301,2	9 425,7	9 155,7	8 588,1	-6,2%	-7,4%
Crédits à l'habitat	97 574,1	101 521,5	109 043,5	114 391,3	115 268,2	117 250,3	117 498,1	118 242,7	0,6%	3,4%
Autres crédits	7 983,0	12 350,2	12 918,6	15 829,5	16 011,1	16 571,2	16 620,1	16 315,4	-1,8%	3,1%
Encours sain	385 560,8	406 139,2	430 054,2	454 194,5	454 464,4	455 771,6	452 928,7	445 550,7	-1,6%	-1,9%
Ménages										
Crédits à la consommation	65 596,9	68 376,4	71 520,1	73 463,2	73 760,2	74 420,4	74 536,3	73 067,1	-2,0%	-0,5%
Crédits de trésorerie	50 581,5	53 254,2	57 477,3	<i>59 295,5</i>	59 811,4	60 177,4	60 795,6	58 921,6	-3,1%	-0,6%
Comptes ordinaires débiteurs	3 285,4	4 103,2	4 075,9	4 322,0	4 071,4	4 360,5	3 895,7	4 145,9	6,4%	-4,1%
Crédit-bail	11 730,0	11 018,9	9 966,8	9 845,7	9 877,4	9 882,5	9 845,0	9 999,6	1,6%	1,6%
Crédits à l'habitat	265 571,7	294 655,4	314 869,8	325 125,3	325 742,8	327 098,0	329 342,3	330 344,5	0,3%	1,6%
Autres crédits	1 658,3	4 584,7	6 178,2	6 127,0	6 135,5	6 302,8	5 822,8	5 689,8	-2,3%	-7,1%
Encours sain	332 826,9	367 616,5	392 568,1	404 715,5	405 638,5	407 821,2	409 701,4	409 101,4	-0,1%	1,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	4 245,1	4 318,0	3 445,2	2 025,2	1 944,1	2 362,5	1 441,3	1 782,6	23,7%	-12,0%
Crédits de trésorerie	3 315,7	2 835,1	1 944,5	839,4	721,8	525,8	429,9	286,3	-33,4%	-65,9%
Comptes ordinaires débiteurs	929,4	1 482,9	1 500,7	1 185,9	1 222,3	1 836,8	1 011,5	1 496,3	47,9%	26,2%
Crédits d'investissement	41 009,9	42 122,3	56 728,7	62 267,8	65 660,6	65 402,7	71 469,7	76 203,4	6,6%	22,4%
Crédits à l'équipement	40 856,0	41 945,0	56 578,4	62 049,8	65 467,2	65 220,8	71 298,0	76 044,5	6,7%	22,6%
Autres crédits	345,0	336,5	177,2	160,3	155,8	155,1	1 151,6	154,1	-86,6%	-3,9%
Encours sain	45 986,0	47 130,1	60 356,1	64 453,3	67 760,5	67 920,3	74 062,6	78 140,0	5,5%	21,2%
Autoconto		-	-							
Autres agents Encours sain	11 068,5	14 807,0	15 272,5	15 303,7	16 483,2	17 053,6	15 715,1	12 771.5	-18,7%	-16.5%
TOTAL										
Encours sain	775 442,2	835 692,7	898 250,9	938 666,9	944 346,6	948 566,7	952 407,8	945 563,6	-0,7%	0,7%
dont ECHZE	220 011,8	231 517,2	252 487,8	270 409,0	275 218,3	280 323,8	277 744,9	282 450,7	1,7%	4,5%
Créances douteuses brutes	15 602,1	17 466,9	18 922,3	19 953,8	21 349,7	21 173,7	29 610,7	29 676,2	0,2%	48,7%
Créances douteuses nettes	4 987,6	6 465,9	7 316,1	7 924,4	9 125,8	8 967,3	16 612,2	16 682,7	0,4%	110,5%
(dt) Entreprises	2 738,6	3 064,9	4 015,7	4 175,8	5 071,3	4 852,5	12 647,1	12 299,0	-2,8%	194,5%
(dt) Ménages	2 212,5	2517,6	3 178,3	3 634,9	3 946,2	4 023,4	3 953,2	4 375,8	10,7%	20,4%
Provisions	10 614,5	11 001,0	11 606,2	12 029,4	12 223,9	12 206,4	12 998,5	12 993,5	0,0%	8,0%
Encours brut total	791 044,3	853 159,6	917 173,2			969 740,4	·	975 239,9	-0,7%	1,7%
Taux de créances douteuses	2,0%	2,0%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%	3,0%	3,0%	0,0 pt	1,0 pt
Taux de provisionnement	68,0%	63,0%	61,3%	60,3%	<i>57,3%</i>	57,6%	43,9%	43,8%		-16,5 pt
<i>p</i>	,0	,	. =, = . 0	, - , 0	,	,	-,0	-,0	.,	.,

Répartition des concours bancaires sains

